



La Suisse vue de l'étranger en 2022

15 décembre 2022



Le positionnement de la Suisse par rapport à la guerre en Ukraine a constitué le thème déterminant dans la manière dont la Suisse a été perçue à l'étranger en 2022. Sur la photo, le président de la Confédération Ignazio Cassis serre la main du premier ministre ukrainien Denys Chmygal lors de l'Ukraine Recovery Conference organisée à Lugano en juillet.

L'ESSENTIEL EN BREF

- La présente analyse de l'image de la Suisse à l'étranger donne une idée de la façon dont le pays a été perçu par les médias et le public étrangers en 2022. Alors que les premiers se sont montrés souvent critiques envers la Suisse durant l'année écoulée, le pays continue de jouir d'une image globalement très positive et stable auprès du grand public à l'étranger.
- En 2022, la guerre en Ukraine a constitué l'un des thèmes phare des médias à travers le monde. Le positionnement des différents pays dans ce conflit a largement influencé la manière dont ceux-ci ont été perçus à l'étranger durant l'année. Le traitement réservé à la Suisse par les médias n'a pas fait exception. La neutralité et la politique de neutralité poursuivie par la Suisse ont rencontré un écho médiatique important. Les médias se sont intéressés avant tout aux décisions concrètes liées à la politique de sanctions et à l'exportation de biens d'armement. Le ton adopté s'est révélé souvent critique vis-à-vis de la Suisse.
- L'image de la Suisse auprès du grand public à l'étranger a également été influencée par le positionnement de celle-ci par rapport à la guerre en Ukraine. En effet, les personnes interrogées ont associé la neutralité à la Suisse plus encore que par le passé, mais aussi porté un regard plus critique sur cette notion.
- Cette année, la thématique de la place financière a suscité l'intérêt tant des médias que du grand public à l'étranger. Si les médias étrangers se sont montrés parfois critiques, notamment en relation avec la fuite de données «Suisse Secrets», leur attention s'est concentrée, durant le second semestre essentiellement, sur certaines banques en particulier. Dès lors, les critiques exprimées n'ont guère pesé sur la façon dont l'opinion publique étrangère perçoit le secteur financier suisse de manière générale.
- Constatée dès 2021, l'importance croissante des sujets politiques dans la perception de la Suisse à l'étranger s'est confirmée en 2022. L'attention marquée des médias pour le positionnement de la Suisse dans le monde a également renforcé l'intérêt du grand public à l'étranger pour ce type de thématiques. La question de savoir si la Suisse est perçue comme solidaire est plus fréquemment évoquée et influence donc de plus en plus l'image de la Suisse à l'étranger.

Aperçu

Au sein du SG-DFAE, Présence Suisse a pour tâche d'observer la perception de la Suisse à l'étranger, les résultats de cette observation devant servir à définir la communication internationale de la Suisse. Le présent rapport analyse la façon dont la Suisse a été perçue à l'étranger en 2022. Pour ce faire, il se penche en particulier sur deux dimensions de l'image extérieure du pays. La première est **l'image de la Suisse dans la presse étrangère et sur les réseaux sociaux à l'étranger**. À cet égard, le rapport cherche à montrer dans quelle mesure et comment la Suisse a été évoquée dans les médias, souvent largement dominés par les questions d'actualité, et comment elle a été présentée au public. La seconde est la **perception de la Suisse par le grand public à l'étranger**. Les résultats reposent sur un sondage d'opinion représentatif, que Présence Suisse effectue régulièrement dans 18 pays et qui porte sur diverses thématiques. La combinaison de ces deux perspectives permet d'identifier les points communs et les différences, mais aussi les interactions entre les deux dimensions.

En 2022, les médias se sont principalement intéressés aux prises de position de la Suisse dans le contexte de la guerre en Ukraine, comme le montre la première partie du rapport. La neutralité et la conception de la politique de neutralité de la Suisse sur des questions matérielles concrètes, telles que la politique de sanctions ou les exportations de matériel de guerre, ont cristallisé l'attention des médias. Depuis l'éclatement de la guerre en février, cette thématique est en effet restée présente presque en permanence dans les médias étrangers. L'importance des sujets politiques dans le traitement médiatique réservé à la Suisse, qui se profilait déjà en 2021, s'est donc poursuivie en 2022. Les thèmes évoqués ont toutefois évolué en fonction de l'actualité. Outre la guerre en Ukraine, les médias ont couvert en priorité la question de l'approvisionnement énergétique, au détriment de sujets tels que les relations entre la Suisse et l'UE. Parmi les autres thèmes centraux, citons encore la place financière, plus spécifiquement la fuite de données clients « Suisse Secrets » et les événements liés à Credit Suisse, ainsi que le faible niveau de l'inflation en Suisse. Dans l'ensemble, le nombre d'articles que la presse étrangère a consacrés à la Suisse est resté comparable à celui de l'an dernier.

En ce qui concerne la perception de la Suisse par le grand public, les derniers résultats soulignent une fois de plus l'image globale remarquablement positive et stable de la Suisse à l'étranger. Mais ils montrent également que la question de la neutralité a gagné en importance dans la perception de la Suisse par l'opinion publique et qu'elle a reçu un traitement plus critique que les années précédentes.

La Suisse à travers le prisme de la presse étrangère et des réseaux sociaux

Marque de fabrique de la Suisse, la neutralité capte l'attention des médias internationaux

Depuis février, les médias étrangers ont régulièrement évoqué les prises de position et les décisions de la Suisse en lien avec la **guerre en Ukraine**. À cet égard, ils se sont en effet souvent penchés sur la **neutralité** suisse et sur la politique de la Suisse en la matière, de même que sur l'influence de cette dernière sur l'action du pays. À chaque fois, les commentaires plutôt critiques ont suivi des décisions concrètes de la Suisse, ressenties comme non solidaires dans les pays concernés. L'écho médiatique a été particulièrement important en Europe, dans les pays anglophones et également en Russie à partir de l'été. Quatre phases sont à distinguer dans le traitement médiatique.



Dans un premier temps, juste après le début de la guerre, la décision de la Suisse de ne reprendre les sanctions de l'UE à l'encontre de la Russie que sous forme de mesures visant à en éviter le contournement s'est heurtée à l'incompréhension des médias. Sur les réseaux sociaux en particulier, cette décision a été très critiquée et a suscité la polémique : taxée d'immorale, la Suisse ferait passer le profit avant la vie.

Dans une deuxième phase, à partir de fin février, la décision de reprendre l'intégralité des sanctions de l'UE a rencontré un écho positif dans les médias du monde entier. De nombreux médias, et même le président américain Joe Biden dans son discours sur l'état de l'Union ont alors relevé que « même la Suisse » (« even Switzerland ») participait aux sanctions. Les médias ont toutefois souligné que la Suisse gérait quantité d'avoirs russes et que sa décision était donc d'autant plus significative. Par manque de connaissances ou à des fins de simplification, certains médias ont même rapporté que la **Suisse avait renoncé à sa neutralité**. Dans des articles plus nuancés, d'autres médias ont évoqué la question de la compatibilité entre la neutralité suisse et l'adoption de sanctions.

Dans un troisième temps, à partir de la mi-mars, la Suisse, qui selon certains médias non russes se montrait hésitante dans la **mise en œuvre des sanctions**, a prêté le flanc à de nouvelles critiques. Dans ce contexte, les demandes adressées à la Suisse notamment par le président ukrainien Zelensky de geler les avoirs des oligarques russes ont suscité l'intérêt des médias. L'importance de la Suisse pour les oligarques russes et pour le commerce des matières premières de la Russie (notamment celui de l'or) a également été évoquée. À propos du traitement des avoirs des oligarques russes, les médias, plus spécifiquement européens, ont présenté la neutralité sous un jour négatif, l'assimilant à un instrument permettant opportunément à notre pays de poursuivre ses intérêts économiques.

Dans l'actuelle et quatrième phase entamée fin avril, les médias non russes ont évoqué la **neutralité de la Suisse en terme d'obstacle au soutien de l'Ukraine, ainsi que le concept de politique de sécurité que représente la neutralité**. Prise en vertu de sa neutralité et de sa législation en matière de matériel de guerre, la décision de la Suisse de bloquer la réexportation vers l'Ukraine de matériel de guerre de fabrication suisse (des munitions notamment) a suscité de nombreuses critiques. Sur les médias sociaux, certains comptes à large audience ont critiqué cette décision et lancé une polémique selon laquelle la Suisse manquerait de solidarité et ne constituerait pas un partenaire fiable pour les pays occidentaux. L'intention de la Finlande et de la Suède d'adhérer à l'OTAN a en outre attiré l'attention des médias sur le positionnement de la Suisse en matière de politique de sécurité. Les médias étrangers se sont focalisés sur les débats politiques internes autour de la neutralité de la Suisse et ont analysé dans quelle mesure le pays devrait adapter sa conception de la neutralité au nouvel ordre mondial de paix et de sécurité. En dehors de la Russie, les médias ont généralement remis en question la validité de la neutralité en tant que concept de politique de sécurité. Par contre, les mesures engagées par la Suisse afin de soutenir l'Ukraine, telles que la mise à disposition de 100 millions de francs dans le cadre du plan d'action pour les secours d'hiver, n'ont obtenu que très peu de visibilité. Les articles évoquant la neutralité sur un ton positif (p. ex. bons offices) sont restés rares en 2022, contrairement à ceux publiés l'an dernier, inspirés notamment par la rencontre entre les présidents Biden et Poutine à Genève. À partir de la quatrième phase, les médias russes ont évoqué la Suisse plus souvent et ce, en des termes de plus en plus critiques, considérant notamment que le pays, en reprenant l'intégralité des sanctions, avait perdu sa crédibilité d'État neutre et compromis sa capacité à assumer un mandat de puissance protectrice entre la Russie et l'Ukraine.

Durant cette période, la conférence sur la reconstruction de l'Ukraine (*Ukraine Recovery Conference*) organisée à Lugano a elle aussi suscité l'intérêt des médias internationaux, lesquels ont placé la focale sur les contenus et les thèmes de la conférence. Les tribunes du président de la Confédération Ignazio Cassis publiées dans les principaux médias étrangers ont donné une visibilité internationale à la politique de neutralité de la Suisse et à sa mise en œuvre. Par ailleurs, l'annonce selon laquelle la Suisse refuserait, au nom de sa neutralité, d'accueillir des blessés de guerre ukrainiens a largement été relayée. Souvent interprétée à tort dans les médias étrangers comme une décision officielle du gouvernement, cette recommandation a été critiquée parfois violemment dans des articles et sur les médias sociaux. L'accueil de blessés organisé après-coup n'a pas permis de désamorcer la polémique. En dehors de la Russie, la décision prise en septembre par le Conseil fédéral de maintenir sa politique actuelle de neutralité n'a eu que peu de résonance dans les médias étrangers.

En 2022, les médias internationaux se sont aussi régulièrement intéressés à la place financière suisse, et plus particulièrement au Credit Suisse. La grande banque aurait aidé, par le passé, de nombreux politiciens et fonctionnaires corrompus, ainsi que des criminels, à blanchir de l'argent et à éviter le fisc. C'est ce que de nombreux médias du monde entier ont rapporté en février à la suite des recherches coordonnées par un consortium de médias internationaux dans le cadre des « **Suisse Secrets** ». D'une part, Credit Suisse, mais aussi des personnalités du monde entier dont les activités financières présumées illicites ont été identifiées



par l'analyse des comptes, se sont retrouvés sous le feu des projecteurs. Souvent publiques, les personnalités concernées ont suscité l'intérêt des médias dans leur pays respectif. D'autre part, la place financière et la législation bancaire suisses ont elles-mêmes fait l'objet d'un éclairage critique. Les médias rapportent ainsi que cette législation limiterait fortement la liberté des journalistes en Suisse d'informer sur la place financière suisse et sur des pratiques potentiellement illégales, et qu'il n'y aurait pas d'échange automatique d'informations avec de nombreux pays particulièrement exposés. Hors du contexte des « Suisse Secrets », **Credit Suisse** a régulièrement fait les gros titres et essuyé les critiques de la presse étrangère au cours de l'année. La grande banque a par exemple été condamnée par le Tribunal fédéral dans une affaire de blanchiment d'argent impliquant le crime organisé en Bulgarie. À l'automne, la chute en bourse du titre Credit Suisse, accompagnée de rumeurs concernant ses répercussions sur les systèmes financiers mondiaux, ainsi que la présentation d'une nouvelle stratégie et l'entrée au capital d'investisseurs saoudiens ont été évoquées en long et en large par les médias du monde entier, le plus souvent sous un angle critique. Enfin, les médias internationaux se sont intéressés à d'autres procédures et transactions judiciaires impliquant la **place financière** suisse, en particulier au procès de Pierin Vincenz, ancien CEO de la banque Raiffeisen, ainsi qu'à la condamnation d'UBS par la Cour d'appel de Paris, prononcée en décembre 2021, pour blanchiment d'argent aggravé de fraude fiscale.

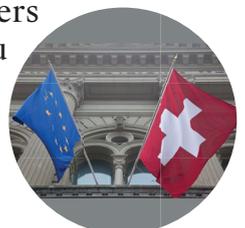
Relativement faible en comparaison internationale, l'**inflation** en Suisse a régulièrement donné lieu à des articles de presse positifs à partir d'avril. Les médias étrangers ont expliqué cette évolution, entre autres facteurs, par la solidité du franc et par la moindre dépendance de la Suisse des prix mondiaux de l'énergie. De même, la presse étrangère a largement salué la politique monétaire de la Banque nationale suisse, notamment le relèvement surprise du taux directeur jugé courageux.



En raison de la guerre en Ukraine, les médias ont porté une attention accrue à la question de l'**approvisionnement énergétique**. Certains articles consacrés au sujet ont également fait le lien avec la Suisse. Trois aspects ont été abordés : le premier évoque la façon dont la Suisse s'est préparée à une pénurie. Les médias des pays voisins ont relevé que la stratégie suisse présentait une certaine marge d'amélioration. Selon eux, en hiver, la Suisse dépend en effet de ses importations d'électricité et, partant, de la solidarité de ses voisins européens. À ce titre, les aides étatiques octroyées à Axpo ont fait l'objet d'une analyse factuelle. Le deuxième aspect concerne les conséquences possibles d'une pénurie énergétique en Suisse et plus particulièrement les troubles sociaux qu'elle pourrait engendrer. Les médias russes ont été pratiquement les seuls à relayer cette information, mais l'ont fait à très large échelle. Enfin, le troisième aspect abordé est celui des mesures prises pour économiser de l'énergie, ainsi que les sanctions prévues en cas d'infraction. Les médias étrangers se sont amusés à évoquer la proposition de la conseillère fédérale Simonetta Sommaruga de se doucher à deux pour économiser de l'énergie. Des médias classiques, mais aussi sociaux, ont publié une information déformée selon laquelle des peines de prison seraient infligées aux Suisses qui chaufferaient trop leur habitation en cas de pénurie d'énergie. De même, on relèvera la fausse information diffusée par les médias sociaux annonçant que la Confédération appelait la population à dénoncer, contre rémunération, les personnes qui consommeraient trop d'énergie.



Par rapport à l'an dernier, la question des **relations entre la Suisse et l'UE** a nettement moins suscité l'intérêt des médias étrangers. Des médias allemands et français notamment ont émis quelques critiques. En lien avec l'initiative « Stick to science », le statut de pays tiers non associé de la Suisse au sein du programme « Horizon Europe » a été débattu en février sur les médias sociaux. En novembre, certains médias, européens pour la plupart, se sont interrogés sur la possibilité d'appliquer le modèle suisse aux relations entre le Royaume-Uni et l'UE. Dans les articles en question, la relation entre la Suisse et l'UE était souvent qualifiée de compliquée.



En 2022, si les relations entre la Suisse et l'UE ont rarement été évoquées de manière explicite, elles l'ont été implicitement en tant que thème transversal récurrent en lien avec une série d'autres dossiers, notamment celui du risque de pénurie énergétique et des sanctions dans le contexte de la guerre en Ukraine.

En marge des sujets évoqués ci-avant, qui ont été traités à plusieurs reprises, différents événements isolés ont impacté la perception de la Suisse par les médias étrangers en 2022. Le **Forum économique mondial (WEF)** de Davos a fait l'objet d'une vaste couverture



médiatique, quoique moins importante que les années précédentes. La **fermeture de l'espace aérien suisse** en raison d'une panne de la société de contrôle aérien Skyguide a elle aussi été largement commentée dans les médias étrangers. Les médias des pays germanophones ainsi que d'autres pays se sont intéressés de près à la désignation du futur **dépôt suisse de déchets nucléaires** à proximité de la frontière allemande.



Les commentaires allemands étaient teintés d'ambivalence : d'une part, les riverains se seraient sentis menacés et les milieux politiques pris au dépourvu ; d'autre part, les médias ont estimé que les autorités suisses étaient dignes de confiance et que le processus décisionnel s'était déroulé de manière transparente et participative.



L'acquittement de Joseph Blatter, ancien président de la **FIFA**, et de Michel Platini, ancien président de l'UEFA, par le Tribunal pénal fédéral a lui aussi fait couler beaucoup d'encre. Les **rencontres** entre les vice-ministres des Affaires étrangères et les ministres des Affaires



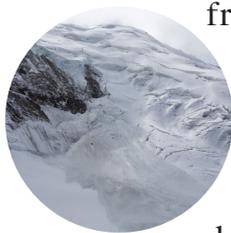
étrangères de la Russie et des Etats-Unis en janvier à Genève a capté l'attention des médias. L'élection de la Suisse (et d'autres pays) au **Conseil de sécurité de l'ONU** n'a été que peu évoquée. Dans le cas de la Suisse, les médias l'ont en général mis en rapport avec le débat relatif à la neutralité. Contrairement aux



années précédentes, les **votations nationales** n'ont que très peu retenu l'attention des médias étrangers en 2022. En revanche, les élections du 7 décembre, lors desquelles deux conseillers fédéraux démissionnaires ont été remplacés, ont suscité l'intérêt des médias, en particulier dans les pays voisins.



La **fonte record des glaciers** suisses observée cette année a été relayée par les médias du monde entier. Ils ont notamment fait référence à plusieurs études suisses selon lesquelles les glaciers suisses auraient perdu 6 % de leur volume cette année et reculé de moitié en 85 ans. De nombreux médias étrangers ont également évoqué les répercussions visibles de la fonte des glaciers, comme la libération d'un col qui était enseveli depuis plus de 2000 ans, le déplacement de la



frontière entre la Suisse et l'Italie, ou encore la découverte d'objets et de restes humains qui étaient jusque-là prisonniers des glaces. Certains articles ont parlé des glaciers comme d'un élément du patrimoine national de la Suisse ou rappelé leur importance pour l'approvisionnement en eau de l'Europe. L'intensité de la couverture médiatique s'explique en premier lieu par l'importance mondiale que revêt la thématique du changement climatique. La dimension emblématique des glaciers en tant que symboles des Alpes et la menace à laquelle ils sont exposés

ont toutefois contribué au retentissement médiatique du sujet. Les articles internationaux ont aussi indirectement souligné la qualité de la recherche suisse.

L'**art et la culture** suisses ont été évoqués par les médias étrangers dans plusieurs contextes. Le principal étant, en 2022, celui des questions sociétales mondiales, qui se sont reflétées dans la scène artistique suisse. Les regards se sont portés notamment sur le traitement des œuvres d'art potentiellement spoliées. Si, en début d'année, le Kunsthaus de Zurich a continué d'essayer les critiques des médias émises l'an dernier, le Kunstmuseum de Berne, pour sa part, a rencontré un écho positif dans le même domaine. Les accords sur la restitution de biens culturels à l'Égypte et à la Turquie ont été traités de manière factuelle. L'annulation de plusieurs concerts à Berne et à Zurich à la suite des reproches d'appropriation culturelle adressés aux musiciens a suscité une vague d'incompréhension dans les médias étrangers. En tant que tels, l'art et la culture ont été moins médiatisés, mais les articles qui y étaient consacrés ont reçu des commentaires

généralement positifs. Tel fut le cas de la série télévisée suisse *Tschugger* et du Quartier des arts *Plateforme 10* à Lausanne par exemple. L'attribution du Prix du Livre Allemand à Kim de l'Horizon, première personne non binaire à remporter ce prix, a également eu un grand retentissement, les médias ayant traité à cette occasion les deux aspects précités (question sociétales et littérature en tant que telle). Pour finir, le décès du réalisateur franco-suisse Jean-Luc Godard a été largement évoqué dans les médias.

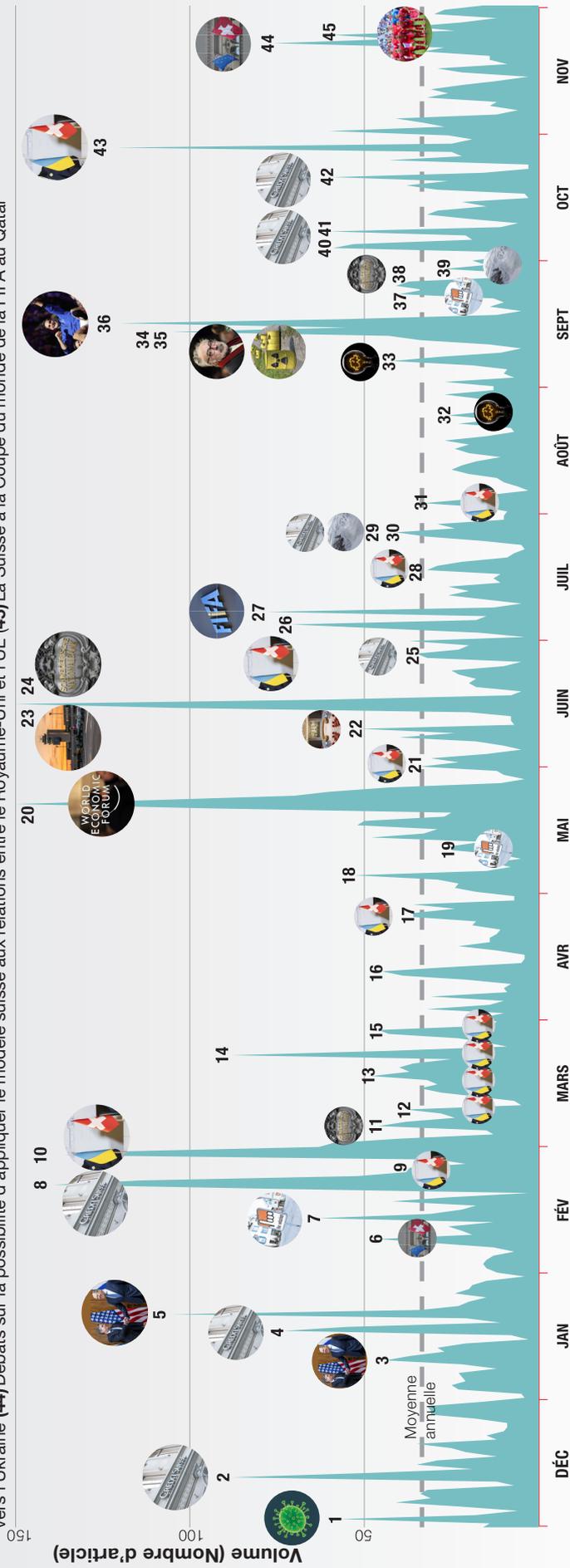


En 2022, les **événements sportifs** ont eu moins d'écho médiatique que les années précédentes. Le retrait de la compétition du joueur de tennis helvétique Roger Federer est l'événement qui a le plus retenu l'attention des médias. Outre ses résultats sportifs exceptionnels, les médias ont fait l'éloge de sa personnalité. La présence de l'équipe nationale suisse de football à la Coupe du monde au Qatar a également suscité l'intérêt des médias étrangers.



Évolution de la couverture médiatique étrangère en lien avec la Suisse, 01.12.2021 – 30.11.2022

(1) COVID-19 : formalités d'entrée en Suisse (2) Condamnation d'UBS par la cour d'appel de Paris (3) Rencontre entre les vice-ministres des affaires étrangères américain et russe à Genève (4) Credit Suisse (CS) : démission du président du conseil d'administration (5) Rencontre entre les ministres des affaires étrangères américain et russe à Genève (6) Horizon Europe et initiative « Stick to science » (7) Votation du 13 février (interdiction de l'expérimentation animale, publicité pour le tabac, droits de timbre, droits fondamentaux des primates à Bâle) (8) Suisse Secrets: fuite de données clients de Credit Suisse (CS) (9) Guerre en Ukraine: décision suisse de ne reprendre les sanctions de l'UE à l'encontre de la Russie que sous forme de mesures visant à éviter le contournement (10) Guerre en Ukraine: reprise intégrale des sanctions de l'UE, neutralité suisse (11) Passage du franc sous la parité face à l'euro (12) Guerre en Ukraine: critiques à l'égard du négoce de matières premières en Suisse; reprise d'autres sanctions de l'UE (13) Guerre en Ukraine: le président ukrainien Zelensky demande à la Suisse de bloquer les avoirs des oligarques russes (14) Guerre en Ukraine: 6 Mrd. CHF d'avoirs russes gelés (15) Guerre en Ukraine: critiques sur la mise en œuvre des sanctions (16) Enlèvement du chef de la Commission fédérale pour les vaccinations (17) Guerre en Ukraine: la Suisse bloque la livraison de munitions par l'Allemagne à l'Ukraine (18) Découverte de cocaïne dans une usine Nespresso (19) Votation du 15 mai (Lex Netflix, loi sur la transplattation, Frontex) (20) Le WEF à Davos (21) Guerre en Ukraine: la Suisse bloque la livraison de chars par le Danemark à l'Ukraine (22) Élection de la Suisse au Conseil de sécurité de l'ONU (23) Fermeture de l'espace aérien suisse après une panne chez Skyguide (24) Relèvement du taux directeur par la BNS (25) CS: condamnation pour blanchiment d'argent (26) Conférence sur la reconstruction de l'Ukraine à Lugano (27) FIFA: le Tribunal pénal fédéral acquitte Blatter et Platini (28) Guerre en Ukraine: refus présumé d'accueillir des blessés de guerre ukrainiens (29) CS: nouveau PDG (30) Fonte des glaciers (31) Guerre en Ukraine: adoption des nouvelles sanctions de l'UE (32) Possible pénurie d'énergie: objectifs d'économie du Conseil fédéral (33) Possible pénurie d'énergie: aides financières pour Axpo (34) Mort de Jean-Luc Godard (35) Futur dépôt de déchets nucléaires à proximité de la frontière allemande (36) Retrait de Roger Federer (37) Votation du 25.9. (élevage intensif, réforme de l'AVS, impôt anticipé) (38) La BNS relève son taux directeur (39) Fonte des glaciers (40) CS: pertes de change (41) CS: convention judiciaire conclue avec le parquet national financier français pour des faits de blanchiment de fraude fiscale (42) CS: présentation de la nouvelle stratégie et des investisseurs (43) Guerre en Ukraine: la Suisse rejette la demande de réexportation de munitions de l'Allemagne vers l'Ukraine (44) Débats sur la possibilité d'appliquer le modèle suisse aux relations entre le Royaume-Uni et l'UE (45) La Suisse à la Coupe du monde de la FIFA au Qatar



Principaux événements en lien avec la Suisse couverts par la presse étrangère et présentés dans l'ordre chronologique. Les événements ont été sélectionnés en raison de leur importance et du volume d'articles générés; ils sont détaillés dans le présent rapport.

Fig. 1

Perception de la Suisse auprès de la population étrangère :

La neutralité suisse davantage présente dans les esprits

Contrairement à la perception de la Suisse dans les médias, fortement tributaire de l'actualité et, partant, plus volatile, la perception de la Suisse par l'opinion publique étrangère est moins sujette à fluctuations. La Suisse jouit d'une image fondamentalement très positive et particulièrement stable, ainsi que le démontrent en détail les exemples ci-après. Cette année, la question de la neutralité de la Suisse a également suscité l'intérêt de population étrangère, principalement en raison de la médiatisation accrue dont ce sujet a fait l'objet. Tels sont les deux principaux résultats auxquels est parvenu « Image Monitor », un sondage d'opinion représentatif portant sur l'image de la Suisse à l'étranger, réalisé par Présence Suisse tous les deux ans depuis 2016 (voir encadré).

La présence accrue de la neutralité dans les esprits est démontrée par une fréquence plus élevée d'associations spontanées avec la Suisse que lors des enquêtes précédentes. Parmi les associations d'idées les plus fréquentes figurent certes à nouveau les clichés et stéréotypes classiques de la Suisse : le paysage, le chocolat, les montres et le secteur financier. Viennent ensuite la solidité et la stabilité de l'économie, de même que la qualité de vie élevée. Au total, près de 12 % des personnes interrogées associent toutefois la Suisse également au concept de neutralité (voir fig. 2). De plus, la neutralité apparaît nettement plus souvent parmi les réponses lorsque les personnes interrogées doivent énumérer spontanément et spécifiquement les points faibles de la Suisse. Ce résultat est statistiquement remarquable dans la mesure où la neutralité n'apparaissait pratiquement pas dans les sondages de 2018 et 2020. Lorsqu'on leur demande quels sont les sujets liés à la Suisse et traités par les médias au cours des deux dernières années dont elles se souviennent, les personnes interrogées citent relativement souvent les informations concernant la neutralité de la Suisse, la reprise des sanctions contre la Russie, le gel des comptes, l'adhésion présumée à l'OTAN, le partenariat avec cette organisation, ou encore l'action de la Suisse dans le contexte de la guerre en Ukraine.

Dans la plupart des pays, les sondés jettent par ailleurs un regard plus critique sur la neutralité suisse que lors des enquêtes précédentes. Les avis divergent toutefois entre les pays. Globalement, les personnes interrogées continuent d'attribuer une solide moyenne de 4,0 points sur une échelle de 1 à 5 (1 = pas du tout d'accord ; 5 = tout à fait d'accord) à la question de savoir si la neutralité de la Suisse est quelque chose de positif. Ce score a toutefois reculé par rapport aux enquêtes précédentes dans la plupart des pays.

Il a sensiblement diminué surtout en Chine, en Pologne et en Allemagne (voir fig. 3). Comparé aux sondages effectués avant l'éclatement du conflit en Ukraine, on note en outre une diminution du nombre de sondés qui pensent que la Suisse est en mesure de mener des négociations dans le cadre de conflits et de fournir des services de bons offices au niveau international grâce à sa neutralité.

C'est à nouveau en Chine et en Pologne que le degré d'approbation a sensiblement reculé sur ce point. Dans le même temps, on relève cependant que la ville de Genève est le plus fortement associée au dialogue international et aux pourparlers sur la paix et la sécurité par près de la moitié des participants, et se positionne ainsi loin devant Paris, New York, la Haye et Vienne.

Étude de Présence Suisse « Image Monitor »

L'étude de **Présence Suisse « Image Monitor »** donne un aperçu de l'image dont jouit la Suisse auprès du grand public à l'étranger. Les résultats présentés reposent sur un sondage conçu par Présence Suisse et réalisé entre le 22 mai et le 23 juin 2022 auprès d'une population représentative de 11'276 personnes dans 18 pays. Entre 500 et 1'000 personnes ont été interrogées dans chaque pays. L'étude 2022 a porté sur les pays suivants : Afrique du Sud, Allemagne, Argentine, Autriche, Brésil, Chine, Corée du Sud, Émirats arabes unis, États-Unis, France, Inde, Italie, Japon, Maroc, Mexique, Pologne, Royaume-Uni, Turquie. Aucune information n'a pu être collectée en Russie en 2022.

Le monitoring d'image a été effectué pour la première fois en 2016 et consiste en une étude chronologique. Il paraît tous les deux ans. Les résultats de l'enquête sont disponibles sur le [site Internet](#) de Présence Suisse.

Associations d'idées spontanées avec la Suisse



Source: étude Image Monitor 2022 de Présence Suisse, n = 11'276



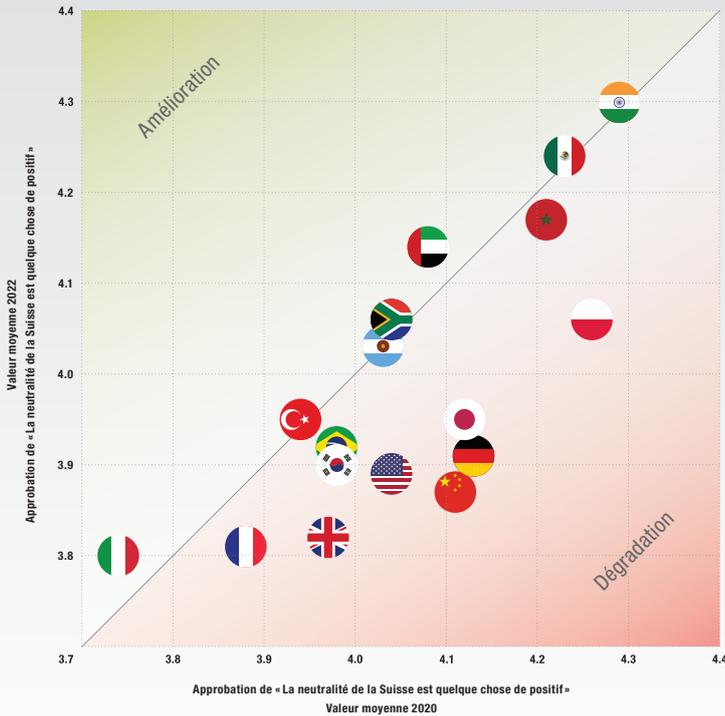
Fig. 2

Abstraction faite de l'aspect de la neutralité, qui a gagné en importance du fait de l'actualité, le sondage de cette année confirme une fois de plus que la Suisse jouit d'une excellente image auprès de la population étrangère en général. En comparaison internationale, l'impression générale de la Suisse arrive en tête de classement : sur une échelle de -100 à +100, la Suisse obtient la très bonne moyenne de +60 points. Dans le classement des pays faisant l'objet de l'analyse comparative (Allemagne, Canada, Danemark, États-Unis, Pays-Bas, Royaume-Uni et Suède), elle se hisse sur la plus haute marche du podium, devançant de quelques points le Canada (voir fig. 4). Dans la plupart des pays considérés isolément, la Suisse occupe également la première place, ou la deuxième juste derrière le Canada, dans le classement de l'impression globale. Comme l'a déjà montré la question des associations d'idées spontanées, la première impression de la Suisse correspond certes à un stéréotype, mais s'avère extrêmement positive. De plus, les personnes interrogées ne citent que peu de points faibles concernant la Suisse, alors que les points forts et les atouts restent nombreux. Le plus gros inconvénient cité par les participants, en particulier dans les pays voisins, reste le niveau élevé des prix et du coût de la vie.

Les enquêtes précédentes soulignaient déjà l'image globale positive de la Suisse. Cette stabilité se confirme également par le fait qu'au niveau mondial, une grande majorité (presque trois quarts) des personnes sondées précise que leur image de la Suisse n'a pas changé au cours des deux dernières années. Malgré tout, 10% des participants affirment que leur impression de la Suisse s'est améliorée ces derniers temps, tandis que 3,5% seulement déclarent qu'elle s'est détériorée. Cette amélioration s'explique par différents facteurs, notamment le contexte économique stable et favorable de la Suisse.

Variation de l'appréciation de la neutralité de la Suisse entre 2020 et 2022

« La neutralité de la Suisse est plutôt quelque chose de positif »
Adhésion à l'affirmation sur une échelle de 1 (pas du tout d'accord) à 5 (tout à fait d'accord)



Le graphique montre comment l'appréciation de la neutralité suisse par la population de différents pays a évolué depuis 2020. Dans les pays situés exactement sur la diagonale ou proches de celle-ci, il n'y a pas de variation. Dans les pays situés au-dessus de la diagonale, on constate une amélioration, dans les pays situés en dessous de la diagonale, une dégradation.

Exemple de lecture :

En **Allemagne**, le degré moyen d'adhésion à l'affirmation « La neutralité de la Suisse est plutôt quelque chose de positif » était de 3,9 en 2022 contre plus de 4,1 en 2020. La neutralité de la Suisse est donc actuellement moins bien évaluée en Allemagne qu'il y a deux ans.

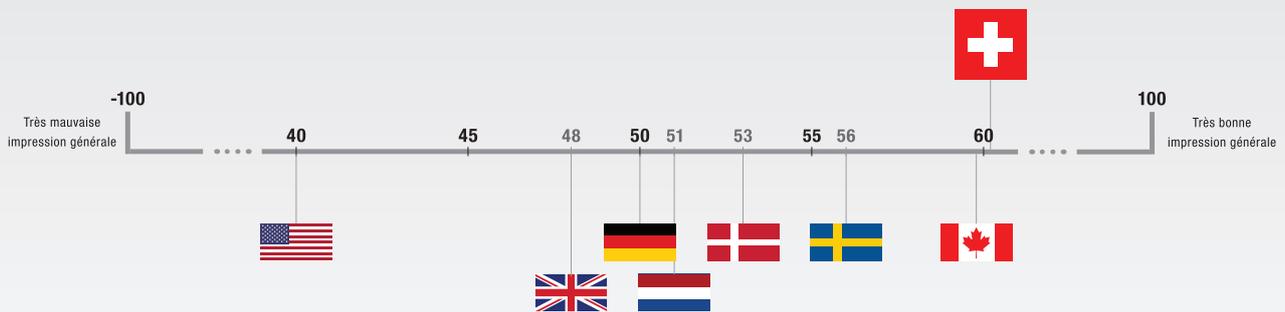
Source: étude Image Monitor 2022 de Présence Suisse, n = 11'276



Fig. 3

Analyse comparative de l'impression générale laissée par différents pays

Quelle est votre impression générale concernant ... la Suisse / le Royaume-Uni / le Danemark / l'Allemagne / la Suède / le Canada / les Pays-Bas ?



Source: étude Image Monitor 2022 de Présence Suisse, n = 11'276, échelle allant de -100 (très mauvaise impression générale) à +100 (très bonne impression générale)



Fig. 4

Il est intéressant de comprendre dans quels pays et pour quelles raisons l'image de la Suisse s'est dégradée. En Chine, la part des personnes interrogées (14 %) à avoir reconnu une dégradation de l'image de la Suisse est particulièrement élevée cette année, alors qu'elle n'atteignait que 4 % en 2020. Dans le même temps, l'image de la Suisse s'est améliorée par rapport à la dernière enquête dans d'autres pays, notamment en Inde, en Allemagne et aux États-Unis. Les raisons les plus fréquemment avancées par les sondés pour expliquer la détérioration de l'image de la Suisse sont l'impression que la Suisse a renoncé à sa neutralité, ainsi que son positionnement dans le contexte de la guerre en Ukraine. Même si l'image de la Suisse reste globalement stable et positive, elle semble néanmoins pâtir dans une certaine mesure des bouleversements de l'ordre mondial de paix et de sécurité. Cette relation est particulièrement frappante en Chine et en Pologne. Dans ces deux pays, l'impression générale de la Suisse s'est sensiblement dégradée en 2022 par rapport à la dernière enquête. Le regard porté sur la neutralité de la Suisse dans le contexte du conflit ukrainien en fonction de la position de ces deux pays a influencé l'appréciation globale du pays.

La place financière suisse défend sa bonne réputation

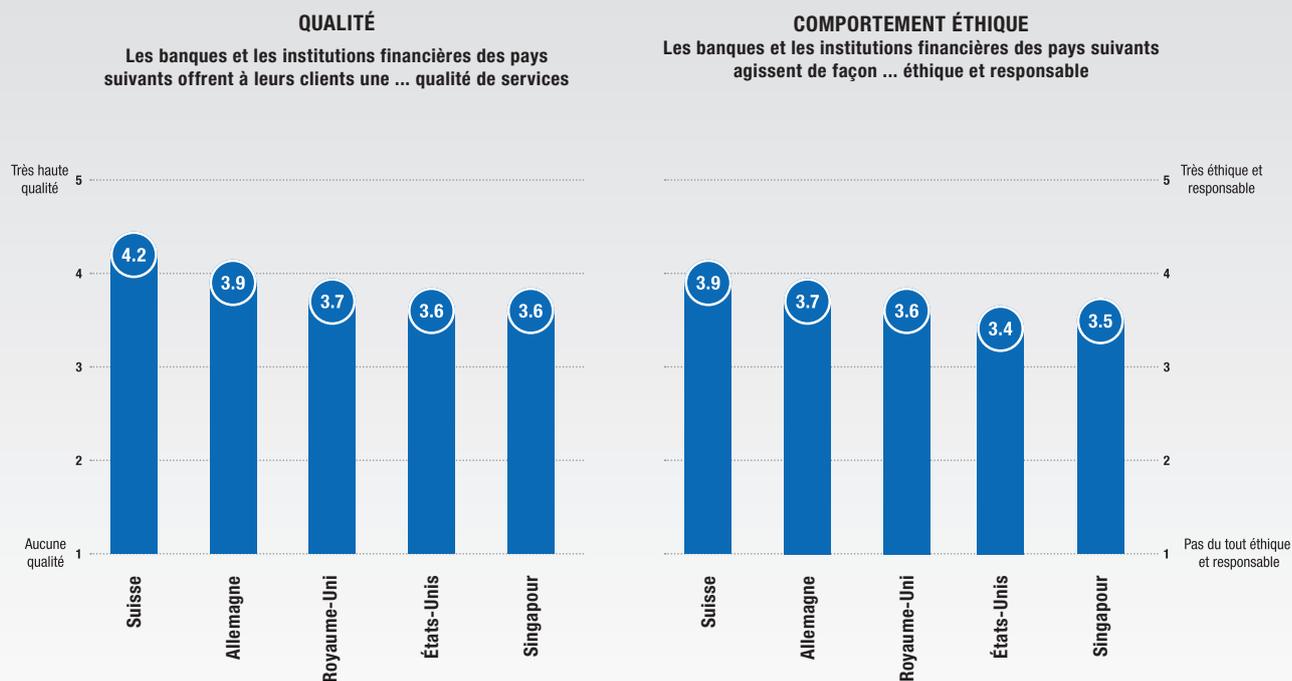
Malgré de gros titres négatifs (concernant notamment Credit Suisse en proie à une succession d'affaires négatives et aux révélations des « Suisse Secrets »), la place financière suisse a conservé sa bonne réputation auprès de la population à l'étranger : comme déjà démontré en 2020, plus des deux tiers des personnes interrogées jugent bonne voire très bonne la qualité des banques et des établissements financiers suisses. La totalité des 18 pays participant à l'enquête a ainsi sensiblement mieux noté la place financière suisse que les places allemande, britannique, américaine ou encore singapourienne (voir fig. 5). La place financière suisse a également été bien notée par rapport à son intégrité éthique : dans la plupart des pays, plus de la moitié des personnes interrogées ont estimé que les banques et les établissements financiers suisses agissaient de manière éthique et responsable. Les avis sont plus critiques aux États-Unis, au Royaume-Uni et dans les pays voisins. Au niveau mondial également, les participants à l'enquête continuent d'évoquer plusieurs aspects tels que les *banques*, le *secret bancaire*, l'*argent sale*, l'*évasion fiscale* et le *paradis fiscal* au rang des points faibles concrets de la Suisse. Par rapport à 2020, les personnes interrogées adhèrent un peu moins à l'affirmation selon laquelle la Suisse s'engage de façon résolue contre l'évasion fiscale. Cette appréciation reste malgré tout relativement stable dans le temps. Dans l'ensemble également, la perception de la place financière suisse n'a que peu varié depuis les deux derniers sondages.

Regard critique en l'Europe

Cette année, le thème des relations Suisse-UE a moins retenu l'attention des médias étrangers qu'en 2021. La population à l'étranger a toutefois jugé de manière aussi critique le rôle de la Suisse en Europe. C'est ce qui ressort des questions spécifiques relatives à la perception de la Suisse posées uniquement dans les pays européens (Allemagne, Autriche, France, Italie, Pologne et Royaume-Uni). De l'avis de la population de ces pays, la Suisse ne contribue que faiblement aux relations avec l'Union européenne, ce constat portant sur divers aspects : en moyenne européenne globale, seuls 30 % des personnes interrogées estiment que la Suisse contribue de manière importante à la prospérité de l'UE. Ici aussi, il convient de détailler les réponses. La Pologne adhère à cette affirmation beaucoup plus largement (39 % d'adhésion) que les pays voisins de la Suisse, où le taux d'adhésion dépasse à peine 25 %. Les avis exprimés en Italie et en Autriche se polarisent autour des extrêmes : un bon tiers des personnes interrogées estime que la Suisse ne contribue pas à la prospérité de l'UE, tandis qu'un autre tiers exprime un avis totalement opposé.

La Suisse continue d'être perçue parfois comme opportuniste par l'opinion publique à l'étranger. Dans les six pays concernés, les sondés estiment en majorité correcte l'affirmation selon laquelle la Suisse profite largement de l'UE sans fournir de grandes contreparties. Cette valeur moyenne n'a guère évolué depuis 2020 dans l'ensemble. Elle a en revanche légèrement progressé en Italie.

Analyse comparative de l'appréciation de la place financière suisse



Source: étude Image Monitor 2022 de Présence Suisse, n = 11'276



Fig. 5

Une majorité des personnes interrogées estime en outre que la Suisse devrait se rapprocher politiquement de l'UE. Les réponses varient relativement fortement d'un pays à l'autre, et oscillent entre 30 % (Royaume-Uni) et 54 % (Italie). En moyenne européenne, un tiers des sondés admettent en outre ne pas savoir si la Suisse contribue de manière proactive au développement positif de ses relations avec l'UE. Cette proportion est extraordinairement élevée en Pologne (69%). Elle traduit un niveau d'information sur les relations Suisse-UE sensiblement plus faible en Pologne qu'en Europe occidentale. Le positionnement particulier de la Pologne à l'égard de la Suisse se reflète également dans sa réponse concernant l'importance de la collaboration entre les pays de l'UE et la Suisse dans les domaines de la science et de la recherche. Ici aussi, environ deux tiers des Polonais interrogés ont répondu « je ne sais pas » à cette question, tandis que dans tous les autres pays européens, plus de la moitié des sondés jugeaient importante cette coopération avec la Suisse.

Ce sont souvent les pays voisins qui portent un regard plus critique sur le rôle de la Suisse en Europe. Ainsi, ces pays ont moins adhéré à l'affirmation selon laquelle la Suisse contribue à réduire les inégalités économiques et sociales en Europe que la Pologne et le Royaume-Uni entre autres. Cela dit, l'ensemble des pays européens tend à porter un jugement relativement critique sur la contribution de la Suisse à la réduction des inégalités en Europe (voir fig. 6). La comparaison effectuée ici avec des pays servant de références fait toutefois clairement ressortir que la France, la Pologne, les Pays-Bas ou l'Allemagne obtiennent également des taux d'adhésion relativement faibles à cet égard. À l'exception de la Norvège, qui est bien notée en comparaison, la Suisse n'est donc pas forcément le seul pays dont le rôle en Europe suscite le scepticisme.

Perception de la contribution à la réduction des inégalités en Europe

« La Suisse / la France / les Pays-Bas / la Norvège / la Pologne / l'Allemagne contribue/contribuent à réduire les disparités économiques et sociales en Europe »

Adhésion à l'affirmation sur une échelle de 1 (pas du tout d'accord) à 5 (tout à fait d'accord)

	Allemagne	France	Italie	Autriche	Pologne	Royaume-Uni	Moyenne des six pays
La Suisse contribue à réduire les disparités économiques et sociales en Europe	2.8	2.9	2.7	2.8	3.3	3.3	3.0
La France contribue à réduire les disparités économiques et sociales en Europe	3.2	3.2	3.1	3.0	3.0	3.1	3.1
Les Pays-Bas contribuent à réduire les disparités économiques et sociales en Europe	3.2	3.2	3.1	3.1	3.2	3.5	3.2
La Norvège contribue à réduire les disparités économiques et sociales en Europe	3.2	3.2	3.1	3.1	3.5	3.5	3.3
La Pologne contribue à réduire les disparités économiques et sociales en Europe	2.7	2.9	2.8	2.5	3.0	3.2	2.8
L'Allemagne contribue à réduire les disparités économiques et sociales en Europe	3.3	3.3	3.2	3.1	2.9	3.3	3.2
	N=1003	1056	1005	501	501	503	4'569

Le tableau montre comment est évaluée la contribution des différents pays à la réduction des disparités économiques et sociales en Europe.

Exemple de lecture :

Le degré d'adhésion à l'affirmation « La Suisse contribue à réduire les disparités économiques et sociales en Europe » est le plus faible en Italie (moyenne de 2,7) et le plus élevé en Pologne et au Royaume-Uni (3,3). Avec une valeur moyenne de 3, le degré d'adhésion à l'affirmation s'inscrit dans la moyenne des six pays où l'enquête a été menée.

Source: étude Image Monitor 2022 de Présence Suisse, n = 11'276



Fig. 6

Conclusion : l'image globale de la Suisse à l'étranger demeure positive en 2022. Les médias observent avec un regard critique le positionnement politique de la Suisse.

En 2022, l'image de la Suisse à l'étranger a de nouveau été fortement marquée par des thèmes politiques, comme l'année précédente. L'attitude de la Suisse dans le contexte de la guerre en Ukraine a généré une attention particulière. À l'instar d'autres pays, cet aspect a constitué un élément central dans la façon dont la Suisse a été perçue à l'étranger, notamment par les médias. La couverture médiatique significative tient d'une part à l'importance du conflit en Ukraine au niveau mondial, et d'autre part, aux caractéristiques typiques de la Suisse, telle que la neutralité. L'importance et l'influence de celle-ci sur la perception du pays ressort tant de l'analyse de la couverture médiatique que du sondage effectué auprès du grand public à l'étranger. Les médias étrangers, et plus particulièrement européens, ont eu tendance à se montrer davantage critiques quant à la neutralité et à la politique de neutralité de la Suisse. Ils ont souvent fait valoir que celles-ci servaient à la Suisse avant tout de prétexte à la poursuite d'intérêts économiques. Les prises de position de la Suisse dans la guerre en Ukraine ont également influé sur la manière dont l'opinion publique étrangère perçoit la Suisse. Si la neutralité a été davantage associée à la Suisse en 2022, elle a fait l'objet de moins bonnes évaluations que par le passé. Cette dégradation est due, entre autre, au traitement souvent critique réservé par les médias. De même, l'éventuelle utilité de la neutralité dans la perspective des bons offices et de la médiation dans les conflits a été jugée moins favorablement à l'étranger que les années précédentes. La neutralité constitue ainsi une *marque de fabrique* de la Suisse, à la fois connue et controversée à l'étranger. Scrutée depuis l'étranger, la mise en œuvre de la neutralité suisse influe sur la perception globale de la Suisse. Il est cependant normal que la politique de neutralité menée par la Suisse soit appréciée différemment selon les pays ou les régions.

Au-delà de la seule neutralité, la Suisse continue de jouir globalement d'une image très positive et stable auprès du grand public à l'étranger. Celle-ci est en général peu différenciée et marquée par les stéréotypes. Outre ses beaux paysages de montagne, ses montres et son chocolat, la Suisse est souvent associée au secteur financier.

Celui-ci a constitué une thématique phare dans les médias étrangers en 2022. En particulier, la divulgation de données clients dans le cadre des « Suisse Secrets » et différents événements liés à la grande banque Credit Suisse ont trouvé un large écho médiatique. Dans l'ensemble, ces aspects semblent toutefois n'avoir affecté l'image de la place financière suisse que de manière marginale auprès du grand public à l'étranger. Par phases, les médias occidentaux ont fait le lien entre la place financière et la neutralité, par exemple lors des discussions autour des avoirs d'oligarques russes déposés en Suisse.

Contrairement à la thématique de la place financière, les relations Suisse-UE ont été moins couvertes par les médias étrangers cette année. Elles ont surtout fait l'objet de commentaires critiques isolés dans les pays voisins. Le grand public en Europe partage un avis similaire sur la question. Là aussi, une majorité des personnes interrogées a adhéré à l'affirmation selon laquelle la Suisse profite largement de l'UE sans grandes contreparties. Actuellement, cette thématique exerce donc un effet plutôt négatif sur la perception de la Suisse, mais est moins présente à l'étranger que l'année passée.

En 2021 déjà, le positionnement politique de la Suisse en Europe et dans le monde avait alimenté de nombreux débats dans les médias étrangers. La guerre en Ukraine a accru l'influence de la dimension politique sur l'image de la Suisse à l'étranger. C'est précisément durant les phases de conflits et de polarisation internationale accrue que la question de savoir si la Suisse est perçue à l'étranger comme un pays solidaire suscite davantage d'attention et s'avère plus pertinente pour l'image du pays.

Photos

Page 1

Le président de la Confédération Ignazio Cassis, à gauche, accueille le premier ministre ukrainien Denys Shmyhal à l'Ukraine Recovery Conference URC, lundi 4 juillet 2022 à Lugano – © KEYSTONE/DFAE / Michael Buholzer

Page 3

Drapeaux suisse et ukrainien – © KEYSTONE/DFAE / Michael Buholzer

Page 4

Credit Suisse Zürich – © DFAE, Présence Suisse / Sébastien Crettaz

Page 5

Banque nationale suisse – © KEYSTONE/Anthony Anex

Ampoule avec la Suisse – © Can Stock Photo / eyegelb

Politique européenne – © DFAE/Présence Suisse

Page 6

World Economic Forum – © DFAE, Présence Suisse / Sébastien Crettaz

Tour de contrôle de l'aéroport de Zurich – © Flughafen Zürich AG

Déchets nucléaires – © pxhere.com

Panneau de la Fifa au siège à Zurich – © Ben Sutherland

Salle du Conseil de sécurité des Nations unies à New York – © KEYSTONE / Alessandro della Valle

Panneau de vote – © DFAE, Présence Suisse

Glacier du Trift – © KEYSTONE / Dominic Steinmann

Jean-Luc Godard lors de la remise du *Grand Prix Design* 2010 – © KEYSTONE / Gaëtan Bally

Page 7

Roger Federer, Laver Cup London, 23.09.22 – © KEYSTONE / Kin Cheung

Page 8

Équipe nationale suisse de football – © KEYSTONE / Luca Bruno

Présence Suisse, au sein du Département fédéral des affaires étrangères DFAE, soutient la sauvegarde des intérêts de la Suisse en analysant l'image de la Suisse à l'étranger et en utilisant les instruments de communication à l'étranger. Il s'agit notamment des outils d'information et de communication, des projets à l'étranger, des voyages de délégations en Suisse et de la présence de la Suisse aux expositions mondiales et de la Maison de la Suisse aux grands événements internationaux.

Contact : DFAE, Présence Suisse, Bundesgasse 32, 3003 Berne, prs@eda.admin.ch